

sieurs motifs considérables poussent la politique impériale à ne pas donner Rome au royaume italien. Ces motifs sont : le danger que ferait courir à la paix du monde la chute du pouvoir placé à la tête de la hiérarchie catholique, l'intérêt de la France, et l'intérêt même du trône constitutionnel de Victor-Emmanuel.

En effet, l'unité italienne entraînerait la France à chercher une augmentation de territoire et de population, pour maintenir son rang actuel vis-à-vis de l'Italie. C'est ce que M. Proudhon a parfaitement fait voir aux garibaldiens de Belgique, qui n'ont trouvé d'autre réponse que de chasser le révolutionnaire trop logicien. De là une guerre européenne dont nul ne saurait prévoir les proportions et la durée.

D'un autre côté, la présence des Français à Rome sera longtemps nécessaire à la sécurité du trône de Victor-Emmanuel. La chute du pouvoir pontifical, succédant à l'évacuation de l'armée française, livrerait Rome, non à la royauté, mais à la Révolution, c'est-à-dire aux ennemis de l'ordre européen, et le roi d'Italie, dont le trône repose aujourd'hui sur cet ordre, serait la première victime de l'agrandissement que recevrait son royaume. C'est la Révolution, ce n'est pas la royauté, qui a besoin de Rome. Coalisée jusqu'ici avec la royauté pour établir l'unité italienne, la Révolution ne manquera pas de se séparer d'elle aussitôt que le but sera atteint ; la séparation s'opère même dès maintenant, et bientôt ce ne sera pas trop de la présence d'une armée française à Rome pour protéger la monarchie sarde contre les forces révolutionnaires. Le gouvernement piémontais n'a actuellement de force que par la présence et l'appui de la France ; la France, à Rome, ne protège pas moins le royaume d'Italie que la Papauté, et elle a besoin d'y rester jusqu'à ce que le nouveau royaume soit assez fort par lui-même pour respecter Rome et les traités qu'il aura signés.

Ces considérations présentées par le correspondant de la *Gazette de Lausanne* ont une grande force, on ne saurait en disconvenir. Elles prouvent, ce qui a été dit plus d'une fois, que l'abandon de Rome serait plus funeste encore pour l'Europe, pour la France, pour l'Italie elle-même, que pour la Papauté. Ceux qui sont contents de tout ce qui s'est fait jusqu'ici, mais qui ne veulent pas qu'on aille

plus loin le reconnaissent ; ceux qui veulent aller au-delà, le savent bien aussi ; plus amis de la Révolution que soucieux des intérêts de leur pays, et surtout ennemis déclarés de la Papauté et de l'Eglise, ils poussent à l'abandon de Rome parce qu'ils espèrent que le triomphe de la Révolution en sortirait et que la ruine de l'Eglise en serait la conséquence.

Voici ce que nous lisons dans un journal de Paris en date du 9 octobre dernier sur la fameuse émancipation décrétée par le Président Lincoln. C'est, nous croyons, le meilleur point de vue auquel on puisse juger cet acte inqualifiable :

“ Les journaux publient la proclamation du président Abraham Lincoln sur l'esclavage. On y remarque que le Président, loin de condamner l'esclavage, en permet le maintien à ceux des Etats qui se seront soumis avant le 1er janvier prochain. Singulière manière d'abolir une institution qu'on réproouve, que d'en faire une espèce de prime d'encouragement ! M. Lincoln déclare ainsi lui-même que l'esclavage n'est pas la cause de la guerre. Ce n'est pas pour le triomphe d'une idée que combattent les Etats du Nord : il y a eu d'abord une lutte de suprématie ; le Sud s'est ensuite levé comme un seul homme pour maintenir son indépendance. La proclamation du président Lincoln indique à la fois que le Nord désespère de l'emporter par une guerre régulière, et que la question de l'esclavage n'entre que comme un moyen dans l'horrible lutte qui se prolonge en Amérique.”

Le dimanche, 9 octobre, le Parc de Londres, connu sous le nom de Hyde-Park, a été le théâtre d'une espèce d'émeute dans laquelle ont pris part plusieurs milliers de personnes. Il y a eu peu de personnes grièvement blessées. La cause de ce désordre est une manifestation garibaldienne à laquelle se sont opposés les irlandais et où ils ont fini par avoir le dessus. On comprend que les armes dont on s'est servi de part et d'autre n'étaient pas très-dangereuses puisqu'il n'y a eu personne de tué.

Les garibaldiens de Londres ont voulu prendre leur revanche et ont demandé au lord maire l'usage de la salle publique Guildhall pour y convoquer un meeting monstre : celui-ci s'y est prudemment refusé, en face de l'attitude énergique des irlandais. S. E. le Cardinal Wiseman a adressé une lettre à son clergé à cette